

La crise, quelles solutions ?

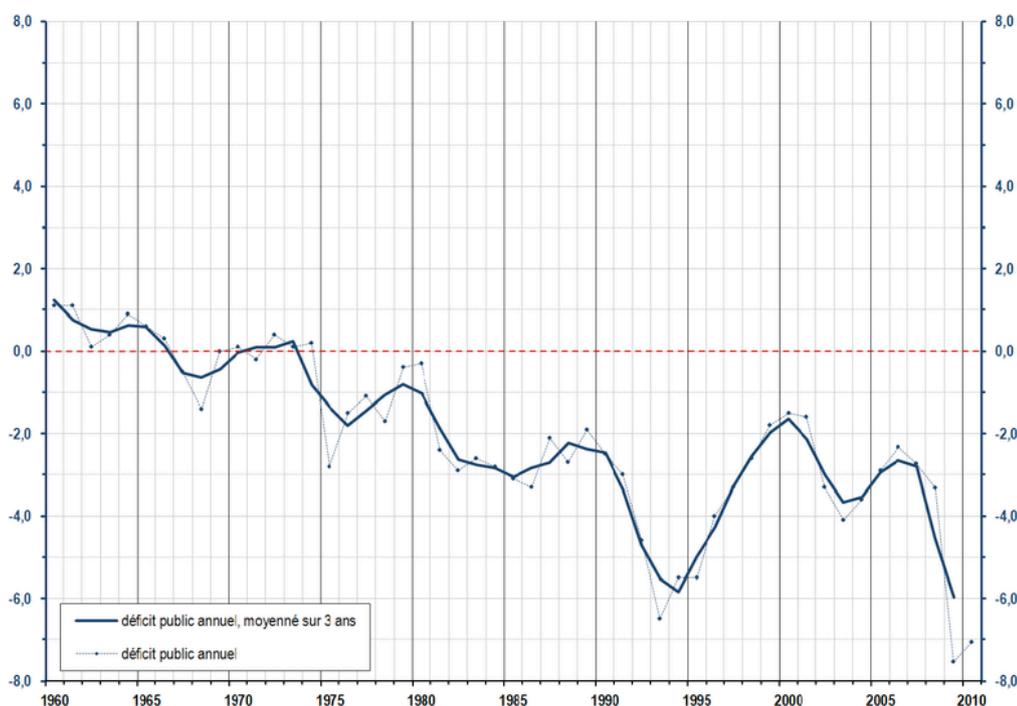
Compte-rendu de la réunion du 19-1 - 2012

Introduction

Version 1 du 20-1-12

Le mauvais usage du déficit

La France a d'abord financé son développement grâce aux ressources de ses **colonies**. Après l'indépendance de celles-ci, c'est avec toujours plus de **déficit** qu'elle a poursuivi ce développement. Antérieurement dans notre histoire, nos besoins (guerres, conquêtes...) ont la plupart du temps excédé nos ressources et les autorités souveraines n'ont pas manqué les occasions de s'approprier les richesses qui se présentaient (patrimoine du Temple, biens de l'Eglise...)

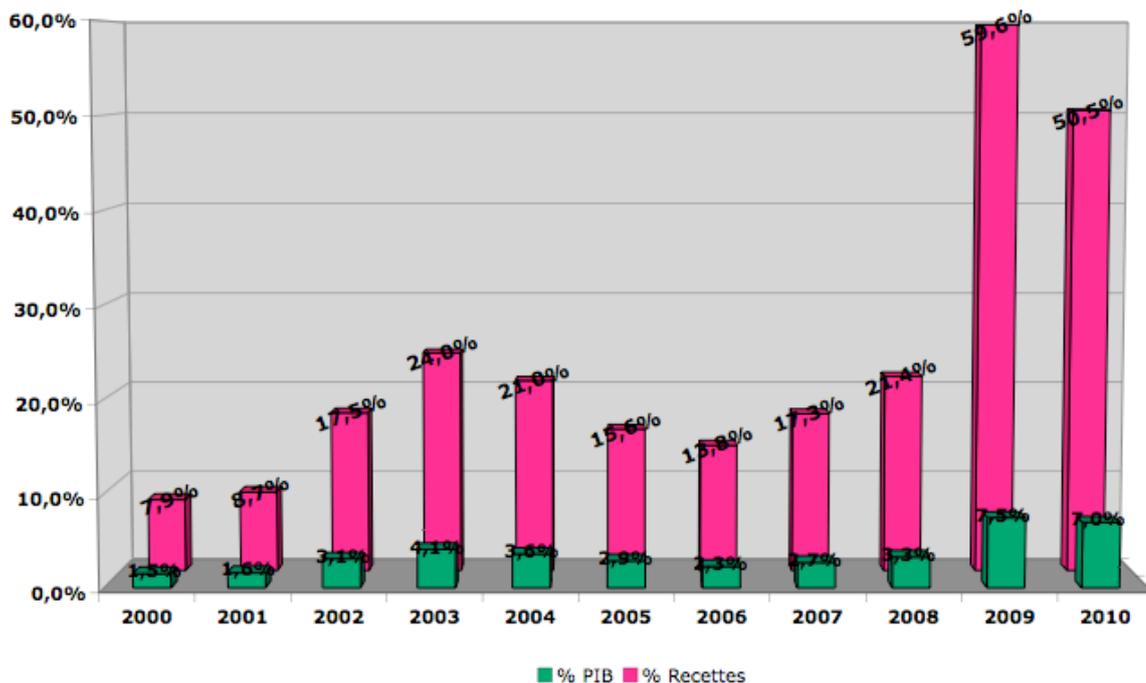


La réalité du déficit

En choisissant de présenter notre déficit et notre dette **en % du PIB** (afin de comparer entre pays différents), on a aussi masqué leur l'importance aux yeux des citoyens.

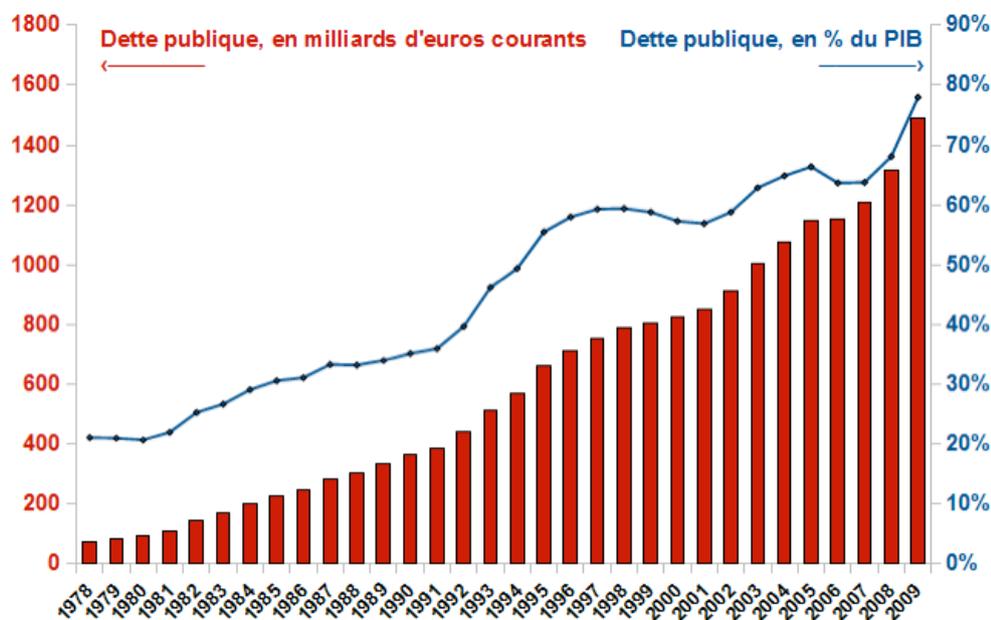
L'examen des budgets de la France montre un **usage constant** du déficit aussi bien en années fastes qu'en périodes difficiles.

Déficit en % du PIB et des recettes de l'Etat



La dette n'a pas été maîtrisée

Le cumul des déficits successifs aboutit à une dette de 1500 milliards d'euros soit 80 % du PIB soit **25 000 € par habitant** !



Origines métaphysiques de la dette

Pour le philosophe **Alexandre Lacroix**, la dette est la **structure morale et métaphysique** première de notre culture :

- Les commandements remis à Moïse par Dieu.
- Le rachat de la dette du péché originel par Jésus-Christ.

Elle a donné sa première **impulsion** à la civilisation judéo-chrétienne.

S'endetter suppose une vision du temps allant vers un *progrès indéfini* comme l'ont propagé judaïsme et christianisme.

A défaut d'une garantie pour cette dette, il nous faudrait au moins un **but** auquel aspirer vraiment. (*1)

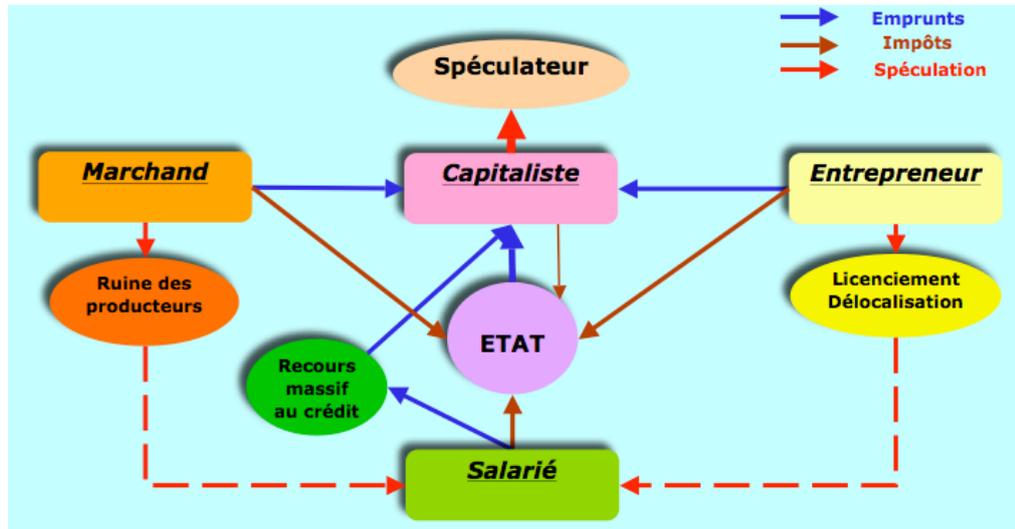
L'enrichissement des riches

Trois raisons expliquent la crise :

Un **seuil de complexité** a été atteint, le système n'est plus contrôlable et il est donc devenu fragile.

Après la chute du communisme, **l'absence d'ennemi** au libéralisme a favorisé les déséquilibres internes.

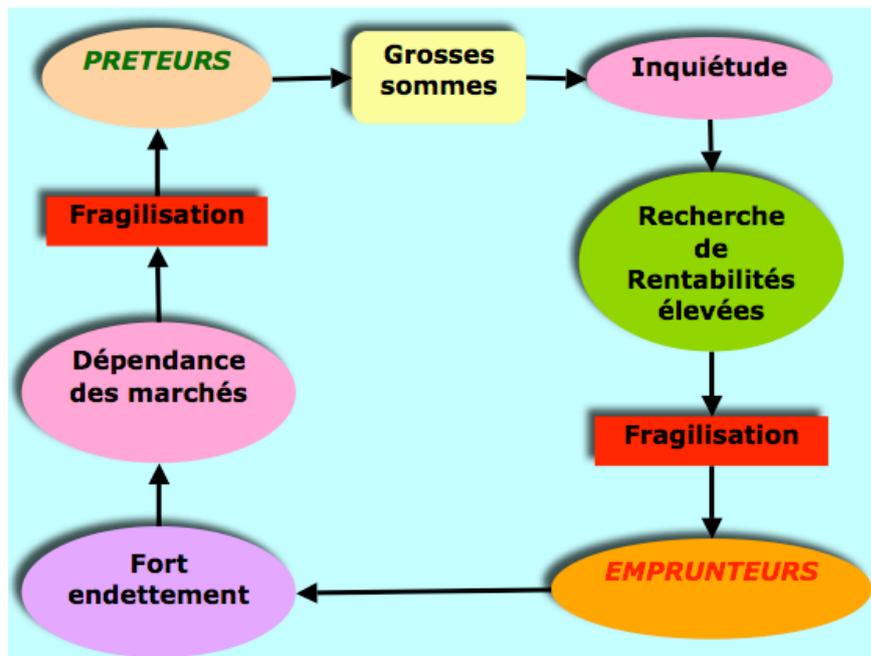
Le recours généralisé à l'emprunt, du fait des versements d'intérêts, **concentre les richesses** entre les mains de quelques-uns et ce sont les salariés qui sont les perdants. (*2)



La fragilisation des emprunteurs

Les prêteurs qui investissent de grosses sommes recherchent des **rentabilités élevées** qui **fragilisent** les emprunteurs.

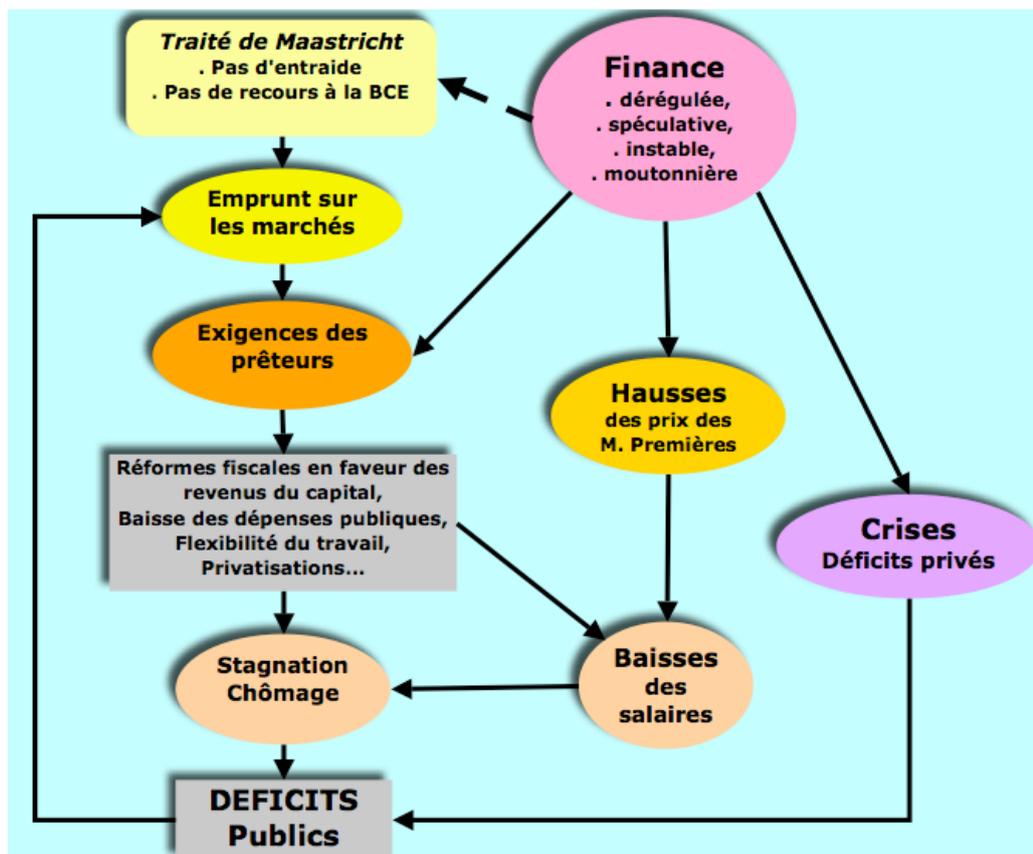
Les pays, les entreprises, les ménages qui bénéficient d'apport de fonds importants s'endettent considérablement et sont encore plus fragilisés car **dépendants** des marchés de capitaux. (*6)



Financement du privé par le public

Le néo-libéralisme a imposé son point de vue à l'Europe, l'obligeant à **emprunter** sur les marchés.

Les prêteurs imposent leurs réformes qui conduisent à conforter les **déficits publics**, alourdis des déficits privés générés par la dérégulation financière. (*6)



L'impasse politique

La politique politicienne est devenue **impuissante** car elle ne peut agir que sur trois facteurs et ceux-ci conduisent à une impasse :

- La **croissance** qui accroît les inégalités (20% de riches, 80% de pauvres).
- La **consommation** qui épuise les ressources et accumule les déchets.
- L'**emprunt** qui ouvre la voie à la finance au détriment de l'économie.

Nous avons besoin d'une « **politique anti-policienne** », c'est à dire « une politique au service des gens ». **Vaclav Havel** (1936-2011)

Le néo-libéralisme destructeur

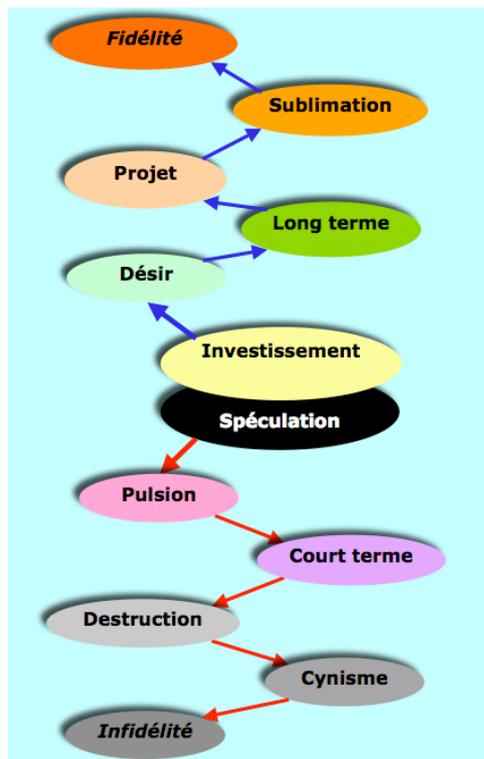
Pour **Bernard Stiegler**, philosophe né en 1952, la spéculation financière génère la **destruction** de l'économie, de la planète et des solidarités et elle s'achèvera par la **guerre** de tous contre tous. (*3)



La face noire du capitalisme

L'investissement est désir, projet à long terme, sublimation et donc fidélité à l'humain en l'homme.

La spéculation au contraire est pulsion, détournement égoïste à court terme, destruction, cynisme et donc infidélité. (*3)

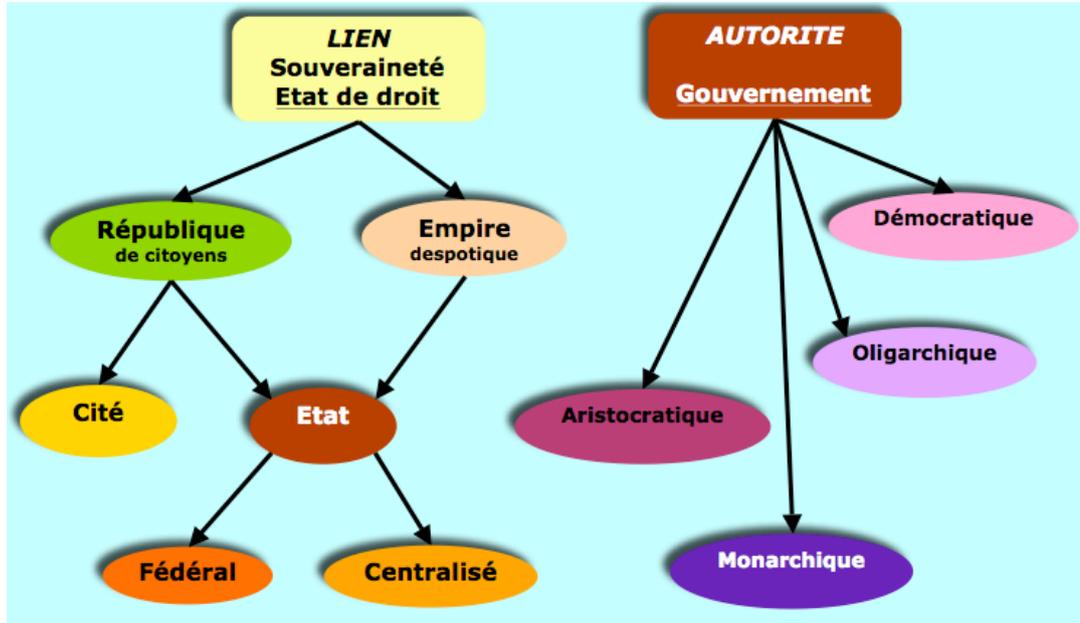


La vulnérabilité européenne

L'Europe n'est pas une république démocratique. Elle ne s'est pas encore dotée simultanément d'une **souveraineté** et d'une **autorité**. Cette distinction souveraineté-autorité est analysée par la philosophe **Blandine Kriegel** (*4)

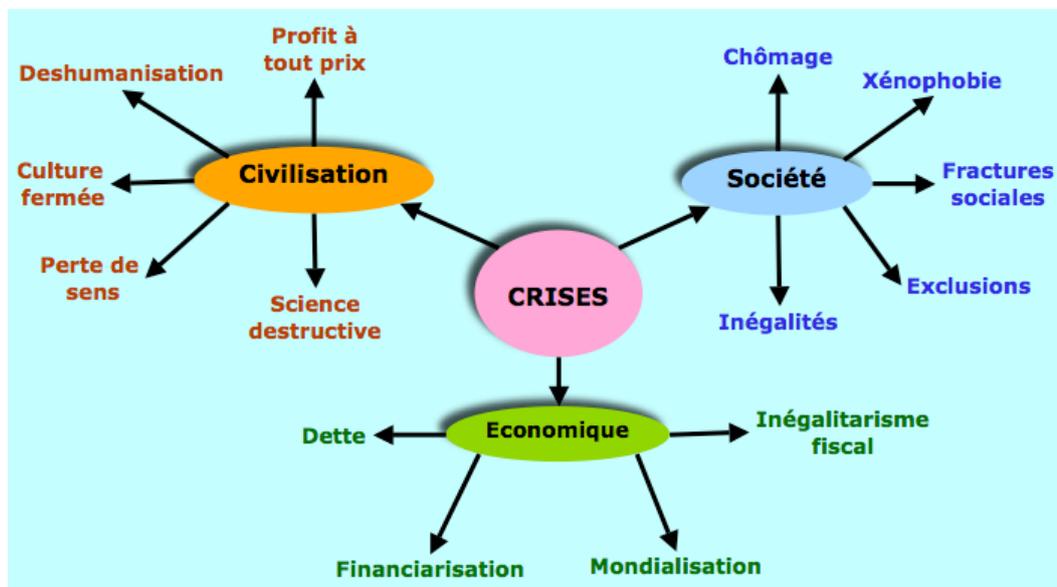
Il y a bien un **état de droit** en Europe sous forme d'une sorte de **fédération d'Etats**, mais dont la souveraineté n'est pas unifiée.

De plus, son autorité, sa forme de **gouvernement** est encore symbolique. Ceci explique sa fragilité vis-à-vis du reste du monde. (Défense, commerce...)



Les autres crises

La crise **économique** se conjugue avec une crise de **société** et une crise de **civilisation**. (*5)



La crise de confiance

Il n'y a pas de critères objectifs permettant de déterminer le **montant maximum** qu'une dette ne doit pas dépasser.

Tout dépend en effet de la **confiance** qu'ont les prêteurs envers les emprunteurs. Le taux d'un **crédit** est donc pure croyance.

Les deux expériences opposées

La crise irlandaise

En 2008, l'explosion des bulles spéculatives incontrôlées provoque la ruine des banques.

L'Etat vient à leur secours en s'endettant à 90% du PIB à des taux d'intérêts élevés. En complément, la crise sera reportée à la demande de l'UE et du FMI **sur le citoyen** (impôts, salaires, retraites, services sociaux...)

La crise islandaise

En 2008, le système bancaire s'était fortement endetté (550 % du PIB). Face à la crise des « subprimes », il fut totalement balayé.

À la demande de la **population** et après référendum, il fut négocié le paiement de l'essentiel de la dette par **les créanciers** eux-mêmes, avec étalement du solde à des taux d'intérêt réduits.

En 2011, on observe une baisse de l'inflation et du chômage et la reprise de la croissance.

Les quatre piliers d'une société

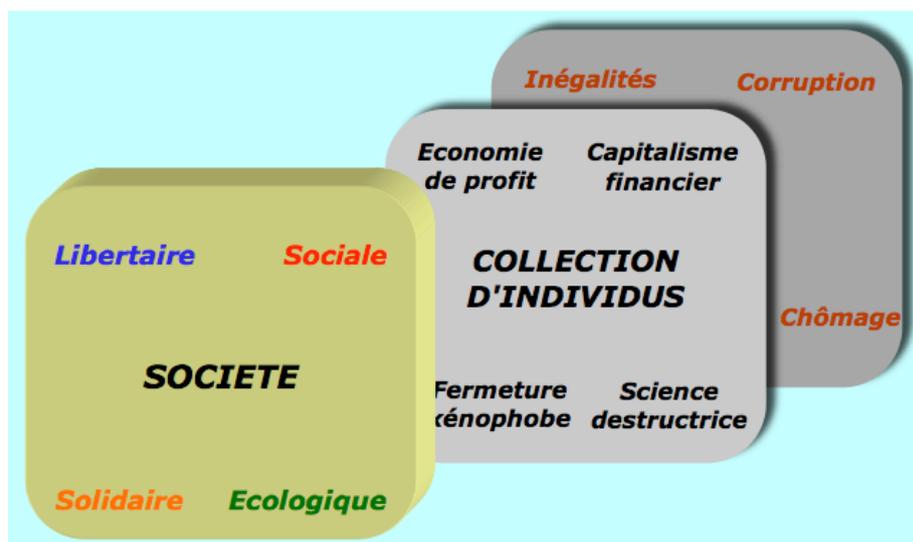
Les sociétés doivent désormais promouvoir quatre objectifs :

- **La liberté** des individus
- **L'équité sociale**
- La fraternité et la **solidarité**

(L'Etat ne peut plus se contenter d'être assistanciel, il doit devenir investisseur social).

- Le **lien** écologique à la nature (*5)

Les sociétés doivent garantir **qu'aucun** de ces objectifs ne puisse se développer au **détriment** des autres.



Discussion :

Peut-on réguler la mondialisation pour protéger les emplois ? Taxer les produits étrangers fabriqués sans protections sociales des ouvriers (protection au travail, santé, retraite...)

- . Il serait possible de taxer les importations proportionnellement à l'écart entre la croissance économique d'un pays et la croissance correspondante affectée aux salaires.
- . La mondialisation a pour effet d'imposer une normalisation à la fabrication des objets, ce qui permet leur fabrication n'importe où dans le monde et favorise donc la délocalisation des emplois. Malgré cela, les produits conçus en Occident et fabriqués en Chine par exemple souffrent d'insuffisances (qualité, délais...) et les écarts de protection sociale restent considérables.
- . La recherche systématique de profit est à l'origine de la mondialisation, c'est une pulsion d'une force telle qu'elle résistera à toute tentative de limiter la mondialisation.
- . La Chine maintient artificiellement sa monnaie à un taux sous-évalué qui favorise ses exportations, elle n'adopte pas les règles internationales du commerce (la copie y est autorisée...), elle fait donc du protectionnisme. Ceci montre qu'il est possible d'introduire de la régulation, mais en Europe nous n'avons pas la volonté de la faire, car la Commission européenne est soumise à la doctrine ultra-libérale et la prise de décision est par ailleurs très lente en Europe.

Le rôle de l'Europe est-il favorable ou négatif dans la crise ? Est-elle démocratique ?

- . Il y a trop de différences entre les différents pays européens (santé économique, culture...) pour que nous puissions définir une ligne de conduite identique.
- . L'Europe est sous l'influence de l'intense lobbying dont elle est l'objet au niveau du Parlement et de la Commission. Elle est tout acquise à l'idéologie ultra-libérale.
- . Il faudrait que les politiques et fonctionnaires européens soient plus contrôlés et plus intègres.
- . L'Europe n'est effectivement pas démocratique, la preuve en est que les résultats des référendums sont contournés par des votes aux Parlements nationaux lorsqu'ils sont négatifs.
- . C'est un lieu d'affrontement de classes où il ne se dégage jamais de compromis véritable.

Faut-il plus ou moins d'Europe ou une autre Europe ?

- . L'Europe est déjà trop libérale, car ses lois sont exclusivement dédiées au commerce, il n'y a pas de lois sociales, faire encore plus d'Europe libérale serait un non-sens.
- . L'énorme travail d'homogénéisation d'un certain nombre de lois est d'ores et déjà ressenti comme une contrainte, car toute nouvelle loi d'un état doit être conforme au corpus de lois européen
- . L'Europe est globalement sans dettes du point de vue de sa balance commerciale, les déficits des uns étant compensés par les excédents des autres. C'est sans doute encore l'entité la plus riche du monde, la perte de confiance actuelle est donc injustifiée. Il faut continuer à construire l'Europe, le travail n'est pas achevé.
- . Les différents pays européens ne semblent pas prêts à abandonner des parts supplémentaires de leur souveraineté en faveur d'une intégration plus poussée visant à renforcer l'Europe face aux spéculateurs. Il y a une déception vis-à-vis de l'Europe qui se nourrit du sentiment de détérioration des services publics ressenti par les populations. Un nouvel abandon de souveraineté est donc interprété comme une main mise libérale potentielle supplémentaire.

Peut-on réguler la finance (taxes, interdiction de spéculer sur les matières premières, les états, ralentir les délais achat-vente ...) ?

- . Tout le monde est lié, car souvent, c'est notre propre argent qui est utilisé dans la recherche de profits excessifs.
- . Au cours des 20 dernières années, 30% de la part salariale a été prélevée au profit des actionnaires.
- . Les agences de notation actuelles sont à la fois juge et partie, ce qui explique que certains produits financiers toxiques ou certaines banques à risque (Lehman Brother..) aient par le passé été notées AAA. C'est une situation intolérable lorsque la notation s'effectue au détriment des états avec pour effet de les enfoncer encore plus au moment où ils auraient besoin d'être aidé.
- . Les milieux financiers justifient leur action en indiquant qu'ils favorisent un meilleur écoulement et une meilleure disponibilité des flux monétaires. Ceci est vrai, mais la finance est allée trop loin avec de puissants ordinateurs programmés à acheter et vendre en quelques fractions de secondes afin d'en extraire des bénéfices, ce qui non seulement ne contribue pas à l'économie générale mais l'épuise et la déséquilibre.
- . Tout se passe comme si des joueurs de poker étaient rentrés dans le système financier par effraction. Il faut donc mettre un frein à cette finance spéculative qui va trop vite en la taxant.
- . Il est souhaitable de ralentir la spéculation et de plus c'est possible car des pays ultra-libéraux l'ont fait. Ainsi en Angleterre il y a toujours une taxe sur les transactions financières (supprimée en France il y a quelques années) et de plus tout achat doit s'effectuer avec un versement de 10 % de son montant. Aux USA, une loi impose la séparation des banques de dépôts d'avec les banques d'affaire. Il n'apparaît pas que ces mesures aient fortement pénalisé l'activité de la City ou de Wall Street.
- . Tout autant que la finance, c'est le système politique qu'il faudrait réguler, car c'est lui qui est aux manettes, mais il ne prend en considération que les intérêts particuliers de quelques-uns au détriment de l'intérêt public.

Peut-on réguler l'emploi par une imposition accentuée des entreprises qui délocalisent et qui licencient et une imposition réduite de celles qui embauchent ?

- . C'est une solution qui paraît tout à fait souhaitable, car les aides fiscales actuelles profitent surtout aux grosses entreprises du CAC 40 qui pratiquent licenciements et délocalisation à tour de bras.
- . Pour certaines entreprises très automatisées, il conviendrait de taxer les automates, la technologie elle-même.

Une économie mixte plus sociale est-elle envisageable ?

- . L'économie sociale et solidaire (Associations, Coopératives, Mutuelles...) représente 10% des salaires en France.
- . Les Scoops sont aussi une forme d'entreprise moins centrée sur le profit et plus sur le maintien de l'emploi. Le développement de ces formes d'établissements solidaire doit être encouragé.

S'il y a des solutions et si elles sont viables, pourquoi nos responsables politiques ne les mettent-ils pas en application ?

- . Il y a une collusion du milieu politique et du milieu financier. Ce dernier influence le second qui en retour le protège.
- . Politiques, financiers, hauts fonctionnaires ont tous la même formation, l'ENA. Beaucoup sont transférés des cabinets ministériels vers les entreprises et inversement (pantouflage). Ils ont la même culture, la même pensée normalisée et dédaigneuse.
- . C'est une élite qui pratique le renvoi d'ascenseur pour faire progresser leurs ambitions personnelles sans autre considération pour l'intérêt général dont celui du peuple.
- . Si nos présidents n'étaient élus que pour un seul mandat comme c'est le cas en Suisse, ils n'auraient plus à se préoccuper de leur réélection et pourraient se consacrer plus souvent à l'intérêt public.

En Suisse, une démocratie plus directe est à l'oeuvre. Les citoyens sont consultés par référendum tous les deux mois sur des questions diverses, les politiques sont plus au service du peuple.

. En France, nous avons joui d'une situation avantageuse et nous craignons de perdre en nous éloignant des sentiers battus en matière politique.

. Les partis politiques desquels les candidats doivent nécessairement être issus constituent également des lieux de formatage aux idées reçues. Ce ne sont pas des lieux d'innovation, de culture de l'intérêt public, mais de recherche du pouvoir pour le pouvoir.

. Seule la jeunesse peut se mobiliser pour son futur et promouvoir de nouveaux modes de démocratie solidaire.

. La situation des classes populaires avec le chômage et le surendettement s'apparente à une forme d'esclavage moderne.

. **Viviane Forester**, il y a 15 ans (*7) indiquait déjà :

« Pour la première fois dans l'histoire, l'ensemble des êtres humains est de moins en moins nécessaire au petit nombre qui façonne l'économie et détient le pouvoir. Nous découvrons qu'au-delà de l'exploitation des hommes, il y avait pire et que devant le fait de n'être plus même exploitable, la foule des hommes tenus pour superflus peut trembler et chaque homme dans cette foule. De l'exploitation à l'exclusion, de l'exclusion à l'élimination ? »

Conclusion : ce qu'il est utile pour nous de retenir

Il faut absolument régulariser la finance, même si faute d'accord général, il nous faut donner l'exemple.

Nous ne sommes pas en démocratie, il convient d'en bâtir une si nous estimons que c'est ce qui nous convient le mieux.

Il nous faut revenir à la morale dans tous les domaines.

Nous devons faire confiance aux jeunes pour infléchir la situation en pesant sur les décisions.

La pensée unique constitue un grand danger qui nous dissuade d'agir.

Des bonnes solutions existent, elles doivent être portées par une démocratie plus directe.

Il faut donner à nos sociétés des projets sur le long terme.

Références :

(*1) Alexandre Lacroix - Comment l'occident a inventé la dette - Philosophie magazine - Novembre 2011

(*2) Paul Jorion - Le capitalisme à l'agonie - Fayard - 2011

(*3) Bernard Stiegler - J'attends celui qui mettra fin à la guerre économique - Philosophie magazine - Octobre 2011

(*4) Blandine Kriegel - La république et le prince moderne - PUF - 2011

(*5) Stéphane Hessel & Edgar Morin - Le chemin de l'espérance - Fayard - 2011

(*6) Les économistes atterrés - 20 ans d'aveuglement - Les Liens qui Libèrent - 2011

(*7) Viviane Forester - L'horreur économique - Fayard - 1996

